



Ils ont voté, mais nous vaincrons !

*Edito de l'Internationaliste n°103
Bulletin du GSI, novembre 2010*

Provisoirement sauvés de la banqueroute par les Etats et les institutions de l'Union Européenne, les capitalistes exigent que les gouvernements mènent une offensive brutale contre les travailleurs. Aussi, partout, des budgets de rigueur sont imposés sur la base du chantage opéré par les agences de notation, véritables gangsters au service du capital financier.

La phase actuelle de la crise du système capitaliste impose de nouvelles exigences aux Etats et leur « prudence » antérieure n'est plus de mise, il leur faut aller vite. Ainsi, les retraites, l'emploi public, la santé et l'éducation sont remis en cause cyniquement. Les privatisations s'accroissent, les impôts augmentent pour les plus modestes d'entre nous.

Cependant, l'offensive menée à l'échelle du continent pousse maintenant les travailleurs de toute l'Europe et de chaque pays à chercher et à trouver la voie de la riposte. Déjà, les travailleurs de Grèce, violemment attaqués, se sont levés. Les mobilisations se sont multipliées ces derniers mois dans plusieurs pays : Portugal, Espagne, Italie, Belgique, Royaume-Uni...

Les directions syndicales bureaucratiques regroupées autour de la CES (Confédération européenne des syndicats) cherchent à canaliser les mobilisations, mais elles ne peuvent s'y opposer frontalement. En effet, alors qu'elles sont associées, à l'échelle européenne, comme dans chaque pays, à l'élaboration des contre-réformes, ces directions syndicales sont contraintes de chercher à prendre la tête du mécontentement tellement celui-ci est massif.

Toutefois, la CES et ses filiales nationales font tout pour empêcher la convergence des luttes, pour ne pas appeler à la grève générale européenne pourtant nécessaire. A aucun moment, elles ne rompent le « dialogue social » avec les patrons et les ministres, car elles sont déterminées à protéger les gouvernements, les

institutions capitalistes, le système capitaliste tout court.

Comme les autres pays d'Europe, la France n'échappe pas à l'aiguillage de la lutte des classes. Ainsi, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth, le gouvernement le plus cynique, le plus brutal et le plus arrogant que nous avons connu depuis longtemps s'est cru suffisamment assuré pour escompter que l'appui des directions syndicales liées au PS, au PCF, au PG et au NPA lui permettrait de défaire les travailleurs et la jeunesse sans combat : de ce point de vue, il a échoué !

Face à la détermination de Sarkozy-Fillon-Woerth, malgré le « dialogue social », malgré toutes les tentatives de divisions, la classe ouvrière a montré son unité. Pendant deux mois, alors qu'à aucun moment les directions syndicales ne les ont appelés fermement à la grève, alors que presque toutes ont refusé d'appeler à la grève générale, alors que même, elles se sont presque toutes refusées à exiger le retrait pur et simple du projet, à sept reprises des millions de travailleurs ont déferlé dans les rues.

Des secteurs entiers comme les ports, les raffineries et dépôts de carburants, les cheminots, les tramways et les éboueurs de plusieurs grandes villes se sont lancés dans la grève pour le retrait. Les directions syndicales les ont « montré en exemple » pour mieux les isoler, mais pourtant une solidarité comme il n'en avait pas été vue depuis longtemps dans ce pays s'est manifestée.

Au total, la bataille des retraites aura atteint un sommet de mobilisation, certes inférieur à 1968, mais supérieur à 1987 ou 1995 ! Cette fois, le gouvernement a dû affronter l'ensemble de la classe ouvrière sur le dossier des retraites alors que précédemment, il avait divisé pour régner en 1993, en 2003 ou en 2007. Les travailleurs du secteur privé comme du secteur public et ceux de la fonction publique se sont

unis. De ce point de vue également, le gouvernement a échoué !

En 2006, les travailleurs avaient rejoint la jeunesse obligeant le gouvernement Chirac-Villepin à partiellement reculer sur le CPE. En 2010, la jeunesse lycéenne et étudiante a rejoint la classe ouvrière, retirant au gouvernement l'argument mensonger selon lequel la contre-réforme était faite pour protéger les générations futures ! Une exigence est montée du moindre village, celle du retrait du projet !

Redisons-le ici : **la contre-réforme des retraites a été votée par un parlement portant les intérêts de la minorité des capitalistes**, mais s'il a pu le faire c'est parce que les PS, PCF, NPA et autres PG, obsédés par l'échéance de l'élection présidentielle de 2012, ont multiplié les tentatives honteuses comme avec ce projet de référendum qui a fait long feu enterré par la mobilisation sur le terrain de la lutte des classes.

En refusant d'appeler à la grève générale, les directions syndicales, à commencer par celle de la CGT, portent une énorme responsabilité quand à la forfaiture qui s'est opérée au Parlement. C'est ce qui fait que les travailleurs de ce pays sont amers, mais ils ne sont pas démoralisés : l'unité qu'ils ont commencé à sceller dans la lutte leur sera précieuse pour continuer le combat.

Oui, sur les retraites rien n'est fini, la bataille continue avec une conscience qui a progressé, particulièrement dans la jeunesse. Nombreux sont les militants syndicaux et les jeunes qui ont œuvré ensemble, toutes organisations confondues, dans les ateliers, dans les bureaux, dans les écoles, les lycées et les facultés, dans les hôpitaux, cela dans un seul sens : ouvrir le voie à la mobilisation de tous pour le retrait, c'est-à-dire pour la grève générale, pour des comités de lutte, pour des caisses de solidarité. **Oui, ils ont voté, mais nous vaincrons !**

Nous, militants du GSI, nous nous adressons à tous ceux qui nous ont vus à leur côté : n'est-il pas temps que les militants déterminés à

s'organiser dans l'indépendance vis-à-vis du patronat et de l'Etat se regroupent dans des tendances de lutte des classes dans chaque organisation syndicale ? N'est-il pas temps qu'ils se retrouvent ensemble au delà de leurs organisations syndicales, face à des directions qui sont prêtes à brader les intérêts de toute la classe pour protéger l'ordre capitaliste ? C'est cette perspective que nous vous proposons et que nous appelons la Centrale Unique des Travailleurs (CUT).

Cette détermination, cette volonté d'agir dans l'unité à l'échelle du monde, du continent, du pays et dans chaque entreprise ou administration nous la tirons d'une analyse, d'une conception politique, d'un programme qui nous ont amenés depuis longtemps à la conclusion selon laquelle le système capitaliste est mort !

Oui, le capitalisme est mort et son cadavre em peste depuis des décennies et nous assaille de milles maux comme la faim, l'oppression, la répression et la guerre. Ce cadavre, il faut en débarrasser la planète toute entière, mais pour y parvenir nous devons nous organiser dans une véritable internationale ouvrière avec des sections dans chaque pays et des cellules dans chaque entreprise.

Il nous faut un parti ouvrier indépendant, pour aider à nous débarrasser du capitalisme pourrissant et à ouvrir une perspective à toute l'humanité, un mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production, ce que nous appelons le socialisme. Ce ne sont pas les PS, PCF, PG, NPA ou LO qui vont nous aider, eux qui ont depuis longtemps tourné le dos à une alternative au système capitaliste, eux qui ne rêvent que de le réformer plus ou moins radicalement, en période électorale, eux qui ne savent qu'agiter des encensoirs autour du cadavre pour en atténuer l'odeur.

Ce parti, non seulement anticapitaliste, mais pour la prise du pouvoir et le socialisme authentique, nous vous appelons à le construire avec nous.

<http://www.gsi-litqi.org/>